

# L'EFFICACITÉ à cœur



## Projet de création d'un forage destiné à l'irrigation du Parc Equestre Fédéral de la FFE

\*\*\*

LAMOTTE-BEUVRON  
Loir-et-Cher (41)



## Dossier de déclaration NOTE COMPLEMENTAIRE

**Référence de l'affaire:**

A160083

**Référence du document :**

A160083 - FFE - Note complémentaire au DLE.doc  
02/05/2016



**Fédération Française d'Équitation**

Service Parc  
Parc équestre Fédéral  
41 600 LAMOTTE-BEUVRON

Interlocuteur :

M. BOUIX Frédéric – Délégué Général  
Mail : frederic.bouix@ffe.com  
Tél : 02 54 95 46 79  
Port : 06 82 03 85 16



**Utilities Performance**

26, Rue du Pont Cotelle  
45100 ORLEANS

Interlocuteur :

M. GALAN Corentin  
Mail : c.galan@utilities-performance.com  
Tél : 02 38 45 42 42  
Port : 06 87 06 32 98



Fondateurs de Up

## SOMMAIRE

1. RESUME .....	4
2. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR .....	4
3. MOYENS DE SURVEILLANCE OU D'EVALUATION DES PRELEVEMENTS ET DEVERSEMENTS .....	5
3.1. Phase travaux .....	5
3.2. Phase exploitation .....	5
3.3. Cellule WC .....	6

### Figures :

Figure 1 : Schéma de tête de forage.....	5
--	---

## 1. RESUME

---

Un dossier de déclaration au titre de la « Loi sur l'eau et les milieux aquatiques », concernant la déclaration préalable d'un nouveau captage situé au sein du Parc équestre fédéral de Lamotte-Beuvron, a été réalisé par le bureau d'études Utilities Performance en avril 2016 et enregistré au guichet unique de la Police de l'Eau sous le numéro 41-2016-00051.

Une demande de compléments a été formulée par le Service Eau et Biodiversité – Unité Hydromorphologie et Prélèvements de la Direction Départementale des Territoires (DDT) du Loir-et-Cher en date du 20 avril 2016 (Annexe 1).

La demande concerne des précisions sur « les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus ».

Le présent document a été rédigé par Utilities Performance – Bureau d'étude de conseils en hydrogéologie, géologie et environnement pour le compte de la Fédération Française d'Equitation (FFE).

Ce rapport constitue une note complémentaire au dossier de déclaration mentionné précédemment.

## 2. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

---

Le présent dossier est établi pour le compte de la Fédération Française d'Equitation (FFE).

Il concerne une demande de déclaration au titre du Code de l'Environnement relative à la création d'un forage d'irrigation.

Maitre d'ouvrage : Fédération Française d'Equitation (FFE)

Adresse : Parc équestre Fédéral  
41 600 LAMOTTE-BEUVRON

N° SIRET : 34438670100074



### 3. MOYENS DE SURVEILLANCE OU D'ÉVALUATION DES PRÉLEVEMENTS ET DEVERSEMENTS

#### 3.1. Phase travaux

Les essais de pompage liés aux travaux de forage généreront des volumes d'eau, évacués vers le réseau hydrographique de surface.

L'entreprise en charge des travaux devra s'équiper d'un compteur volumétrique afin de pouvoir évaluer le prélèvement effectué et ainsi ajuster le débit de pompage des différents essais.

#### 3.2. Phase exploitation

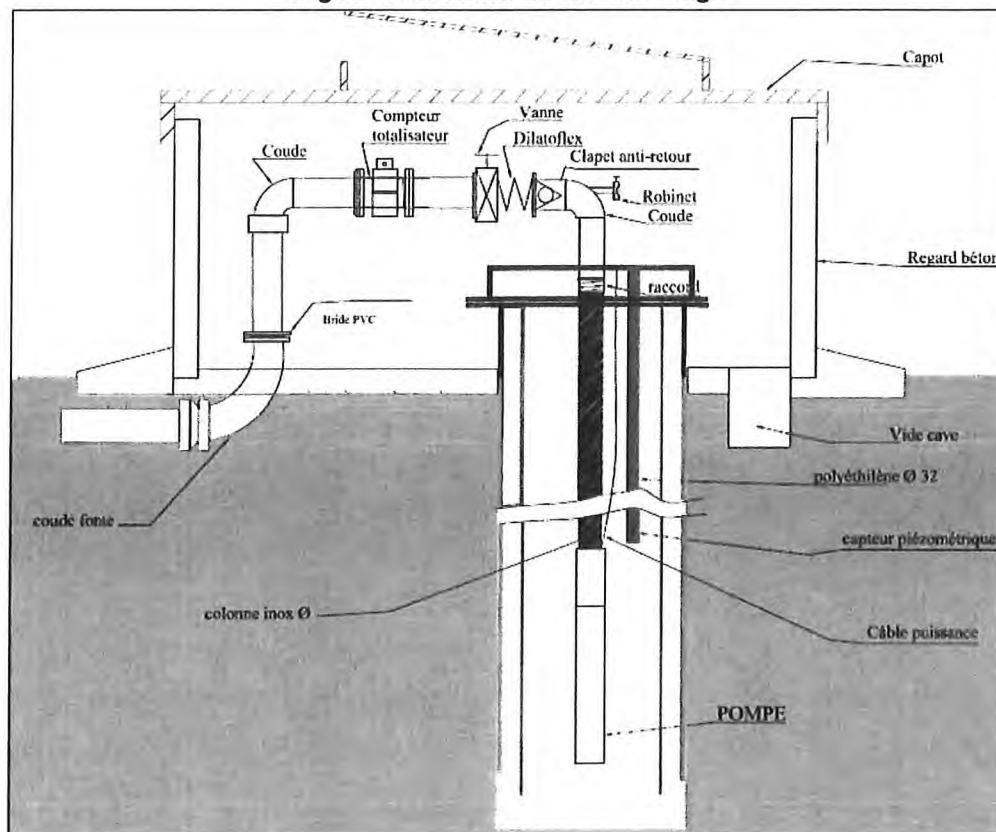
Le nouvel ouvrage sera équipé d'un compteur totalisateur permettant à la FFE d'effectuer un suivi régulier des prélèvements (suivi mensuel, annuel et suivi durant la période de plus forte affluence).

Dans le cadre de son exploitation la FFE pourra juger nécessaire si elle le souhaite d'installer des compteurs dédiés à chacun des usages de l'eau (alimentation de rampes pour l'abreuvement des animaux, éventuelle future cellule WC pour l'accueil du public et des compétiteurs durant les événements sportifs estivaux).

Le captage sera également équipé d'un robinet de prélèvement afin de faciliter la prise d'échantillon lors d'analyses de la qualité de l'eau.

A titre d'exemple un schéma de tête de forage est présenté ci-dessous.

Figure 1 : Schéma de tête de forage



### 3.3. Cellule WC

Si le projet de cellule WC voit le jour, le choix de la solution permettant le traitement des eaux usées et leur évacuation devra répondre à la norme NF DTU 64, dans le cas d'un dispositif d'assainissement autonome, et respecter les prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 relatives à la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des IOTA soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier sur l'eau.

La distance séparant le captage et les réseaux d'assainissement devra être d'au moins 35 mètres.

# ANNEXE 1 : Demande de compléments DDT Loir-et-Cher – Police de l'Eau



LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER



## Direction Départementale des Territoires

Service Eau et Biodiversité  
Unité Hydromorphologie et Prélèvements  
Affaire suivie par : Sébastien KOPP  
Tel : 02 54 55 75 75 - Fax : 02 54 55 75 73  
[ddt-police-de-l'eau@loir-et-cher.gouv.fr](mailto:ddt-police-de-l'eau@loir-et-cher.gouv.fr)

FÉDÉRATION FRANÇAISE D'ÉQUITATION  
Parc équestre fédéral  
Saint-Maurice Nord  
à l'attention de Monsieur le Directeur Général

41600 LAMOTTE BEUVRON

Blois, le 20. avril 2016

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :  
Création forage pour abreuvement de la Fédération Française d'Équitation sur la commune de LAMOTTE-BEUVRON  
Demande de compléments  
Réf. : 41-2016-00051

Monsieur,

Votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement relatif à l'opération suivante :

**Création d'un forage pour abreuvement sur la commune de LAMOTTE-BEUVRON**

a été enregistré au guichet unique de la Police de l'Eau sous le numéro 41-2016-00051 à la date du 04 Avril 2016.

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration, des observations sur la complétude ont été formulées en annexe au présent courrier. Je vous invite à compléter votre dossier ou à me faire parvenir une note complémentaire sur les aspects évoqués en annexe afin de pouvoir le déclarer complet. Cette note pourra le cas échéant modifier certains aspects du dossier police de l'eau et définir de nouvelles mesures compensatoires.

Vous disposez d'un délai de 2 mois pour faire parvenir ces différents éléments.

J'attire votre attention sur le fait que conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement, l'absence de réponse de votre part à l'issue de ces deux mois entraînerait une opposition tacite à votre déclaration.

Le délai de deux mois imparti à l'administration pour émettre une éventuelle opposition motivée et durant lequel vous n'avez pas le droit de démarrer les travaux, ne débutera qu'à compter de la réception des pièces complémentaires demandées par le présent courrier, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Le service Eau et Biodiversité – Unité Hydromorphologie et Prélèvements – de la DDT se tient à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La Cheffe du Service Eau et Biodiversité

  
ANNE NOULIN

P.J. : demande de complément au dossier présenté

Copie de ce courrier : bureau d'étude « Groupe Utilités Performance » : [c.galan@utilites-performance.com](mailto:c.galan@utilites-performance.com)



**ANNEXE**

Demande de complément pour l'instruction d'un dossier loi sur l'eau relatif à :

**Création forage pour irrigation**

dossier n° : **41-2016-00050**

**Au titre de la complétude du dossier :**

Pour que le dossier soit complet, je vous invite à le compléter en nous détaillant les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

04307x0196/FS

**Direction Départementale des Territoires**

Service Eau et Biodiversité

Unité Hydromorphologie et Prélèvements

Affaire suivie par : Sébastien KOPP

Tel : 02 54 55 75 75 - Fax : 02 54 55 75 73

ddt-police@loir-et-cher.gouv.fr

**PRÉFET**

Courrier arrivée le :

A suivre par :

Copie pour inf. :

Classement :

Monsieur BOUIX Frédéric

FEDERATION FRANCAISE D EQUITATION

PARC EQUESTRE FEDERAL

ST Maurice Nord

41600 LAMOTTE BEUVRON

Blois, le 07 JUIN 2016

Objet : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement : Création de forage pour irrigation.

Réf : CASCADE 41-2016-00051.

P.J : Arrêté de prescriptions spécifiques

Monsieur,

Par courrier en date du 4 avril 2016, vous avez déposé un dossier de déclaration, un complément vous a été demandé le 20/04/2016 auquel vous avez répondu en date du 3/05/16 concernant :

**La réalisation d'un forage pour irrigation (pour abreuver et rafraîchir chevaux et alimentation en eau potable d'une cellule WC) sur la commune de Lamotte-Beuvron.**

dossier enregistré sous le numéro : 41-2016-00051 .

Suite à l'examen des pièces de votre dossier, il ressort que votre opération nécessite la mise en œuvre de prescriptions spécifiques.

Vous trouverez ci-joint l'arrêté relatif à cette décision détaillant notamment ces différentes spécifications.

Vous pouvez entreprendre les travaux de création de votre forage compter de la réception de ce courrier.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

À défaut, en application de l'article R.214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La Cheffe du Service Eau et Biodiversité



Alice NOULIN





PREFET DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES  
Service Eau et Biodiversité  
Unité Hydromorphologie et prélèvements  
[ddt-police-de-l-eau@loir-et-cher.gouv.fr](mailto:ddt-police-de-l-eau@loir-et-cher.gouv.fr)

ARRETE N° 41-2016-06-07-010

**Portant prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L.214-3  
du code de l'environnement concernant  
la création d'un forage pour abreuvement sur la commune de Lamotte-Beuvron**

**Le Préfet de Loir-et-Cher,**

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2016-2021 (SDAGE) du bassin Loire - Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2016-04-08-0001 en date du 8 avril 2016 portant délégation de signature à Monsieur Pierre PAPADOPOULOS, directeur départemental des territoires de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2016-04-27-004 en date du 27 avril 2016 portant délégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires de Loir-et-Cher ;

Vu le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 3 mai 2016, présenté par la Fédération Française d'Équitation à Lamotte-Beuvron, enregistré sous le n° 41-2016-00051 et relatif à la création d'un forage pour abreuvement sur la commune de Lamotte-Beuvron ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires :



## ARRETE

### RAPPEL DE LA DECLARATION

#### Article 1 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la Fédération Française d'Équitation de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, par récépissé de déclaration n° 41-2016-00051 du 3 mai 2016 sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la création d'un forage pour abreuvement sur la commune de Lamotte-Beuvron.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D) <b>Pour le cas présent :</b> <b>Forage de la Cimbaudière</b> Profondeur : 60 m Coordonnées X, Y : X = 625 618 m Y = 6 723 203 m Z = + 113 m Nappe concernée : Calcaires Beauce	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

### PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES

#### Article 2 :

Un suivi du débit du ruisseau de la Couscaudière sera réalisé durant les essais de pompage.

Les eaux d'exhaure ne devront pas être évacuées à un débit supérieur à 8 l/s dans le ruisseau de la Couscaudière.

### DISPOSITIONS GENERALES

#### Article 3 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraire aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

**Article 4 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Article 6 : Publication et information des tiers**

La commune de Lamotte-Beuvron procède à l'affichage pendant une durée minimale d'un mois. Elle dressera procès-verbal de cette formalité.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher pendant une durée d'au moins 6 mois.

**Article 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.


Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

**Article 8 : Exécution**

La Fédération Française d'Équitation, le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte dont copie sera transmise à l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

Blois, le 07 JUIN 2016

La Cheffe du Service Eau et Biodiversité



ANNE NOULIN

